

Le Caire – Le Ministre des Affaires étrangères, de la Coopération Africaine et des Marocains Résidant à l’Etranger, M. Nasser Bourita, a affirmé que «le sommet arabe est une responsabilité et pas un privilège et se doit, de ce fait, d’apporter une valeur ajoutée et de ne pas être au service d’un quelconque agenda».

S’exprimant, le mercredi 9 mars 2022, au Caire à la 157^e session du Conseil de la Ligue des États arabes au niveau des ministres des Affaires étrangères, M. Bourita a appelé à une bonne préparation du Sommet arabe non seulement en termes de sujets, mais aussi et surtout selon un cahier de charges bien défini.

A travers leur adoption en l’an 2000 de l’annexe sur la date, la périodicité et la régularité des Sommets arabes au mois de mars de chaque année, les dirigeants arabes ont fait preuve d’une volonté et d’une fermeté dans l’organisation de leurs agendas, ainsi que d’une volonté sans failles à donner corps à leurs réunions et à débattre des questions urgentes pour leurs pays conformément aux aspirations des peuples arabes, a-t-il déclaré.

Le ministre a ajouté, à cet égard, que cet esprit a été respecté depuis cette date, et ce loin de toute adaptation à toute considération particulière, notant que «notre attachement à cet acquis, qui a renforcé la Charte de la Ligue des Arabes États et devenu l’un des maîtres d’œuvre de notre action commune, n’a d’égal que notre attachement à la volonté collective et au consensus qui caractérise les décisions de la Ligue arabe».

M. Bourita a, d’autre part, fait savoir que cette réunion se tient à la lumière de développements très délicats et sensibles, survenus aux niveaux régional et international, et des défis réels qu’ils posent à notre sécurité sanitaire, alimentaire et énergétique.

«La région arabe doit, plus que jamais, suivre le rythme des exigences renouvelées des sociétés arabes et les défis de plus en plus accélérés auxquels sont confrontées nos questions centrales arabes, avec en tête la question palestinienne qui est au centre de nos préoccupations et nos priorités, loin de toute surenchère politique», soutient-il.

Dans ce même ordre d’idées, le ministre a affirmé que la cause palestinienne “représente, depuis l’indépendance, l’une des constantes de la politique étrangère du Royaume du Maroc», notant que «Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu l’assiste, demeure attaché à cette cause et à sa défense”.

M. Bourita a ajouté que soutenir cette cause nécessite de prôner différentes méthodes et approches pour la rendre plus efficace et compatible avec les évolutions de notre époque, assurant que le Maroc, de ce point de vue, ne ménagera aucun effort pour soutenir cette cause juste, jusqu'à ce que le peuple palestinien réalise ses aspirations à établir son État indépendant aux frontières du 4 juin 1967, avec Al Qods-Est pour capitale, conformément à la solution des deux États et aux références internationales en vigueur.

Au sujet d'Al-Qods Acharif, dont Sa Majesté le Roi a l'honneur de présider son Comité permanent dans le cadre de l'Organisation de la coopération islamique, le ministre a relevé que chacun connaît l'importance et la symbolique de la Ville sainte et l'urgence de préserver son statut juridique et historique et son caractère religieux, culturel et civilisationnel en tant qu'espace de coexistence des trois religions monothéistes et symbole de paix.

Dans un autre registre, il a regretté que la contribution arabe au règlement des conflits dans la région arabe soit restée limitée et dans certains cas dispersée, soulignant que cette situation «n'est pas un destin inévitable qui nous oblige à baisser les bras, mais plutôt un facteur qui devrait nous motiver pour plus de coordination et d'effort afin de pouvoir contrôler notre destin».

Le ministre a ainsi rappelé qu'un certain nombre d'initiatives prises par les pays arabes dans ce sens étaient très utiles, citant le cas du rôle joué par Maroc, sous les orientations de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, vis-à-vis des frères libyens en leur fournissant les meilleures conditions pour les motiver à trouver des solutions appropriées pour construire et développer leur État moderne.

Il a également passé en revue les effets de la pandémie du coronavirus, qui, selon lui, "nous a obligés à revoir complètement les modèles de notre organisation politique, économique et sociale", ajoutant que cette situation s'est compliquée davantage à la lumière de la détérioration de la situation au niveau internationale, avec des défis politiques, économiques, sociaux, sécuritaires et environnementaux croissants.

La sécurité alimentaire et énergétique, étant au cœur de la sécurité nationale arabe, exigent une réflexion collective qui tienne compte de tous ces facteurs qui menacent l'avenir et la stabilité de la région, a-t-il dit.